

IMPÔTS ■ Suppressions d'emplois et fermetures de trésoreries

Les agents disent leur « ras-le-bol »

Trésoreries fermées, rassemblements et manifestations à Bercy et en région : les agents des finances publiques étaient en grève hier partout en France pour exprimer leur « ras-le-bol » face à ce qu'ils nomment la « destruction programmée » de leurs missions.

Le ministère des Comptes publics a prévu la suppression de 5.800 postes entre 2020 et 2022, dont 4.800 sur le périmètre de la direction générale des Finances publiques (DGFiP). Elle a déjà perdu 40.000 emplois depuis 2002 et devrait perdre un millier de trésoreries sur 1.600, selon l'intersyndicale Solidaires-CGT-FO-CFDT-CFTC.

« C'est la première pierre à ce qu'on espère être une mobilisation d'ampleur pour exprimer le ras-le-bol des agents de façon globale qui subissent à la fois des suppressions d'emplois, des conditions



SERVICE PUBLIC. « Destruction programmée » selon les syndicats qui avaient appelé à la grève. PHOTO LE POPULAIRE

dégradées dans leurs services avec une augmentation de la charge de travail conséquente, en hausse de 40 % rien que pour l'accueil physique du public depuis 2008 », a déclaré Anne Guyot-Welke (Solidaires) lors d'un point de presse au nom de l'in-

tersyndicale à Paris où un rassemblement a eu lieu devant Bercy.

Pas de concertation

« Si une réforme doit s'engager elle doit être partagée et pour le moment elle ne l'est pas », a-t-elle ajouté, dénonçant

« l'absence de tout débat ».

« La coupe est pleine et le droit d'expression des agents (environ 104.000 au total à la DGFiP), qui est la grève mais peut prendre d'autres formes, doit s'amplifier pour instaurer un rapport de force car aujourd'hui on est face à un gouvernement qui fait une pseudo-concertation », a-t-elle poursuivi.

Pour Fanny De Coster (CGT), « loin d'avoir fait diminué les files d'attente le prélèvement à la source a au contraire augmenté ces files car c'est un changement de méthode de recouvrement de l'impôt mais pas de fiscalité, qui reste très complexe et engendre encore beaucoup de questions chez les contribuables ». La CGT dénonce une « vente à la découpe des services publics » et de la fonction publique, « pourtant au cœur de la vie sociale et démocratique du pays ». ■